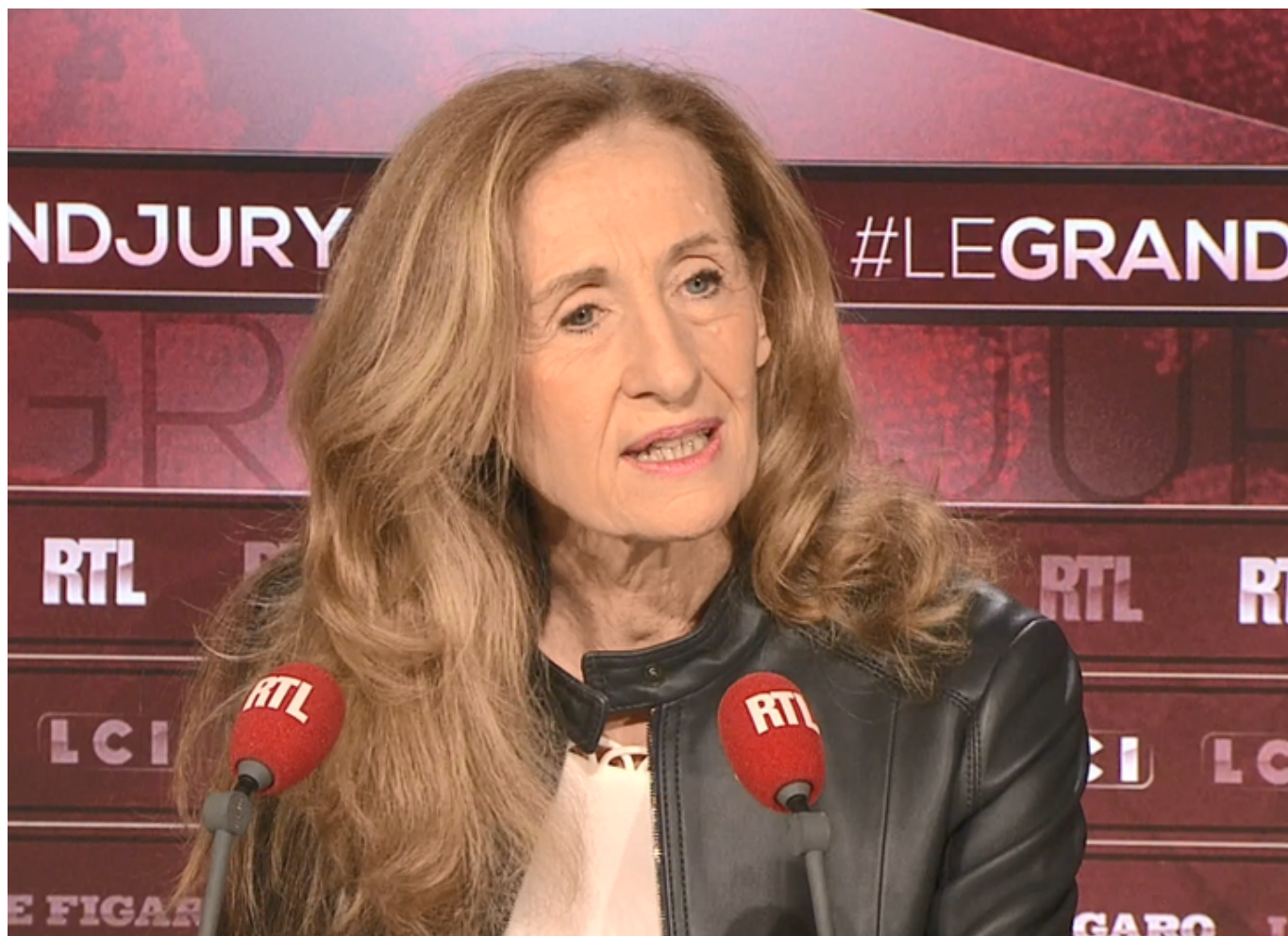


# Après les trahisons de Macron, celle de Belloubet



Après les propos insensés et infâmes du candidat Macron fustigeant la France pour « crime contre l'humanité », après les multiples incitations de l'élu Macron à la repentance pour sa présence en Algérie, le Président est suivi et imité par ses collaborateurs les plus proches dans cette entreprise honteuse de démolition de l'honneur de la France.

Il y a aujourd'hui l'affaire Mila... qui n'est pas qu'un énième coup porté à notre pays mais un acte majeur et désolant pour lui car il renforce l'action de la cinquième colonne musulmane qui, chaque jour un peu plus, envahit nos institutions et la vie de notre société pour, à terme, s'en rendre maître.

Avez-vous entendu parler de l'affaire Mila ?... Savez-vous de quoi il s'agit ? Sans doute, en avez-vous eu quelques relents.

Vous avez au moins entendu Nicole Belloubet, ministre de la Justice, garde des Sceaux, en parler un peu, ou du moins réagir... Réagir avec maladresse, comme toujours lorsqu'un membre de LREM réagit à l'actualité, encore plus quand c'est un membre du gouvernement d'Emmanuel Macron. Car ce Président, aventurier de la finance mondialisée, amateur en rhétorique politique (quand je dis « amateur » entendez dilettante fantaisiste et non expert passionné), provocateur maladroit et spécialiste en arrogance éhontée, semble avoir choisi et modelé les membres de son entourage à son image. Cela est si vrai que chaque événement de la vie publique française analysée et commentée par l'un de ces caciques du « nouveau genre » fait s'esclaffer les observateurs du monde entier quand il ne les choque pas violemment.

Sauf que dans l'affaire Mila, il s'agit de quelque chose de grave, je dirais même gravissime pour au moins deux raisons.

La première est que se trouve mis en évidence, aujourd'hui et ici, c'est à dire en France, dans notre pays, le fait que malgré la culture ancestrale et même millénaire pour certains de ses aspects, qui est la nôtre, issue pour partie du siècle des Lumières et en dépit d'un large consensus sur la force des règles de la laïcité, une religion, dont la nouveauté sous nos cieux ne devrait bénéficier d'aucune prérogative singulière ni préséance particulière, se pique de vouloir régir notre État de droit et le fonctionnement moral de notre société.

Les musulmans manifestent sur la voie publique au nom d'Allah, ce que les chrétiens ne font plus au nom de Jésus-Christ depuis cent ans.

Ils réclament avec arrogance et sans aucun à-propos des aménagements spécifiques respectueux de leur dogme exotique dans les pratiques courantes de la vie quotidienne. Horaires spéciaux et ouverture discriminatoire des piscines, menus spéciaux dans les cantines, abolition de l'interdiction du port du voile occultant pour l'accès aux actes administratifs... Bref, ils cherchent par tous les moyens à phagocyter les rouages de notre fonctionnement égalitaire démocratique. À tel point que certains (encore plus audacieux) réclament

l'établissement de tribunaux de la charia, à l'instar de ce que nos amis britanniques (redevenus récemment libres par ailleurs) ont accepté bien imprudemment.

Lorsque l'opinion générale des Français s'émeut des attentats commis au nom du Coran, lorsqu'elle se réunit pour coaliser le ressentiment et la peine de tout le peuple meurtri, nul musulman ne se joint à cet élan. Lorsque des journalistes sont massacrés sur le lieu de leur travail, nul musulman ne condamne sans ambiguïté ces assassinats « rituels ». Lorsque des Français sont tués au nom d'Allah dans une salle de spectacle ou à la terrasse de cafés, nul musulman ne manifeste sa solidarité avec les victimes. Quand un musulman massacre à Nice des dizaines d'hommes de femmes et d'enfants, ils ne compatissent qu'avec les musulmans victimes du hasard de leur présence parmi des Roumis, au mauvais moment.

L'ennui c'est que la présence des musulmans sur notre sol représente aujourd'hui une masse d'individus que le pouvoir a renoncé à gouverner comme il gouverne les Français. C'est comme s'ils devaient bénéficier d'attention et de prévenance dont tous les autres seraient privés. Est-ce par crainte ? Est-ce par détermination ?... C'est en tout cas une évidence et la posture de Belloubet en atteste dans sa réaction primaire à l'affaire Mila. « *Incitation à la haine raciale, insultes contre l'islam... atteinte à la liberté de culte...* » C'est ainsi que Belloubet qualifie les critiques émises par la jeune étudiante. On croit rêver mais non, c'est une réalité.

Ce qui ne fut pas dit contre les moqueries adressées au Pape ou au Dalai-lama l'est pour défendre la religion coranique.

Et pour comble d'obscénité immonde, le CFCM (conseil français du culte musulman pour les non initiés) se fend de la déclaration suivante puisée aux sources de la Bible, ce qui est un comble venant d'un esprit coranique : « qui sème le vent récolte la tempête ».

Réponse facile quand elle semble vouloir venir au soutien du propos puant de la Belloubet qui avait dit à propos des mots de la jeune Mila : une « atteinte à la liberté de conscience ». Or, cette remarque, elle-même, n'est ni plus ni

moins qu'une atteinte à la liberté d'expression car toutes les religions sont critiquables et d'autres avant l'islam l'ont été sans mesure et sans que cela n'établisse une situation de haine telle que ce que l'on connaît aujourd'hui à l'égard de la jeune Mila.

Mais là ne s'arrête pas l'histoire car au sein du gouvernement, le plus novice et maladroit que la France ait jamais connu, les points de vue, sans doute opportunistes, se multiplient contradictoirement. Une fois de plus le chaos règne au plus haut de l'État. Certains s'expriment pour exonérer la ministre coupable de bêtise et de trahison, d'autres au contraire pour l'accabler comme la Schiappa, elle-même bien compromise dans des dérapages singuliers et fumants ou encore l'inénarrable Castaner, le sinistre mandataire gouvernemental qui offense en permanence ses troupes et les utilise de la façon toujours la plus inappropriée au point d'en faire les boucs émissaires d'une situation dont Macron est le seul responsable.

Quand la bêtise se rajoute à l'indécence dans une entreprise de saccage de l'esprit national, le plus grand danger est à venir pour le pays.

**Jean-Jacques FIFRE**